

Éducation aux médias et à l'information (EMI) : de grandes inégalités entre les territoires

Publié le 14 mars 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

L'Assemblée nationale a publié, en février 2023, les conclusions d'une mission sur l'éducation critique aux médias. Les rapporteurs dressent un état des lieux des dispositifs en place. Si l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est un engagement de longue date en France, elle reste marquée par de grandes disparités territoriales.

Comment **développer l'esprit critique face aux médias traditionnels et sur les réseaux sociaux** ?

En date du 15 février 2023, une mission "flash" sur l'éducation critique aux médias de la commission des affaires culturelles et de l'éducation a évalué l'efficacité, la pertinence et la répartition territoriale des dispositifs éducatifs en place en matière d'EMI. Les rapporteurs soulignent que l'accès à cette discipline reste trop souvent liée "*au bon vouloir des acteurs concernés*" tout en étant "*mal structurée*". Il s'agit maintenant de poursuivre "*les efforts récents de structuration et de renforcement de l'offre*" suggèrent-ils.

Le rapport intervient à l'approche des états généraux du droit à l'information prévus au cours de l'année 2023.

Une offre abondante mais très inégale

Ressources multiples et accessibles à tous, institutions avec notamment le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (Clemi), associations d'éducation populaire, centres d'information et de documentation jeunesse... les acteurs et dispositifs ne manquent pas. Pourtant, notent les rapporteurs, les **inégalités entre les territoires** sont fortes. De "*véritables déserts de l'éducation aux médias*" excluent une partie de la population de l'accès à ces connaissances. Si l'Île-de France est la mieux dotée en actions sur le sujet, les "*plus belles initiatives*" viennent de la "*bonne volonté*" de "*professionnels passionnés*".

Toutefois, le rapport souligne par ailleurs que :

- les meilleurs intervenants partent des usages et des centres d'intérêts des jeunes (réseaux sociaux) ;
- les enseignants ont peur d'aborder certains sujets (théorie de l'évolution, existence de la Shoah, attentats de *Charlie Hebdo*).

Des propositions d'amélioration

Les rapporteurs proposent plusieurs pistes pour "*structurer, professionnaliser et répartir*" l'éducation aux médias et à l'information, notamment :

- faire du Clemi l'organisme de référence pour la formation et les ressources pédagogiques ;
- déclarer l'EMI grande cause nationale ;
- **faire de l'EMI une discipline à part entière tout au long de la scolarité ;**
- revaloriser la formation des professeurs à l'EMI ;
- créer un module commun d'EMI dans la formation dispensée pendant le futur service national universel étendu à tous les jeunes.